

# L'investissement direct étranger dans les pays en développement

L'investissement direct étranger progresse à un rythme phénoménal depuis le début des années 80, et le marché mondial est devenu plus concurrentiel. L'attrait grandissant des pays en développement tient en partie à la gamme d'actifs « créés » qu'ils offrent aux investisseurs.

*Padma Mallampally et Karl P. Sauvart*

**U**N TRAIT frappant de l'économie mondiale depuis quelques décennies est la croissance de l'investissement direct étranger (IDE), c'est-à-dire l'investis-  
sement

réalisé à l'étranger par des sociétés transnationales ou multinationales en vue d'acquies des actifs et de gérer des activités de production sur place.

## Croissance de l'IDE

Depuis le début des années 80, les flux d'IDE mondiaux, qui émanent à présent de quelque 54.000 sociétés transnationales, sont en augmentation rapide — plus rapide que le commerce ou la production mondiale (tableau 1). Entre 1980 et 1997, les sorties mondiales d'IDE ont augmenté à un taux moyen d'environ 13 % par an, contre 7 % tant pour les exportations mondiales de biens et de services, hors revenus des facteurs, que pour le PIB mondial (aux prix courants) entre 1980 et 1996. En 1998, les entrées mondiales d'IDE ont progressé pour la septième année consécutive, et les sorties pour la troisième année consécutive, pour atteindre quelque 430–440 milliards de dollars (en principe, les flux mondiaux d'IDE, mesurés en entrées annuelles, devraient être égaux aux sorties annuelles, mais en pratique, du fait de différences nationales de méthodologie et de couverture, ce n'est pas le cas).

L'augmentation des flux d'IDE a jeté les bases d'une expansion marquée

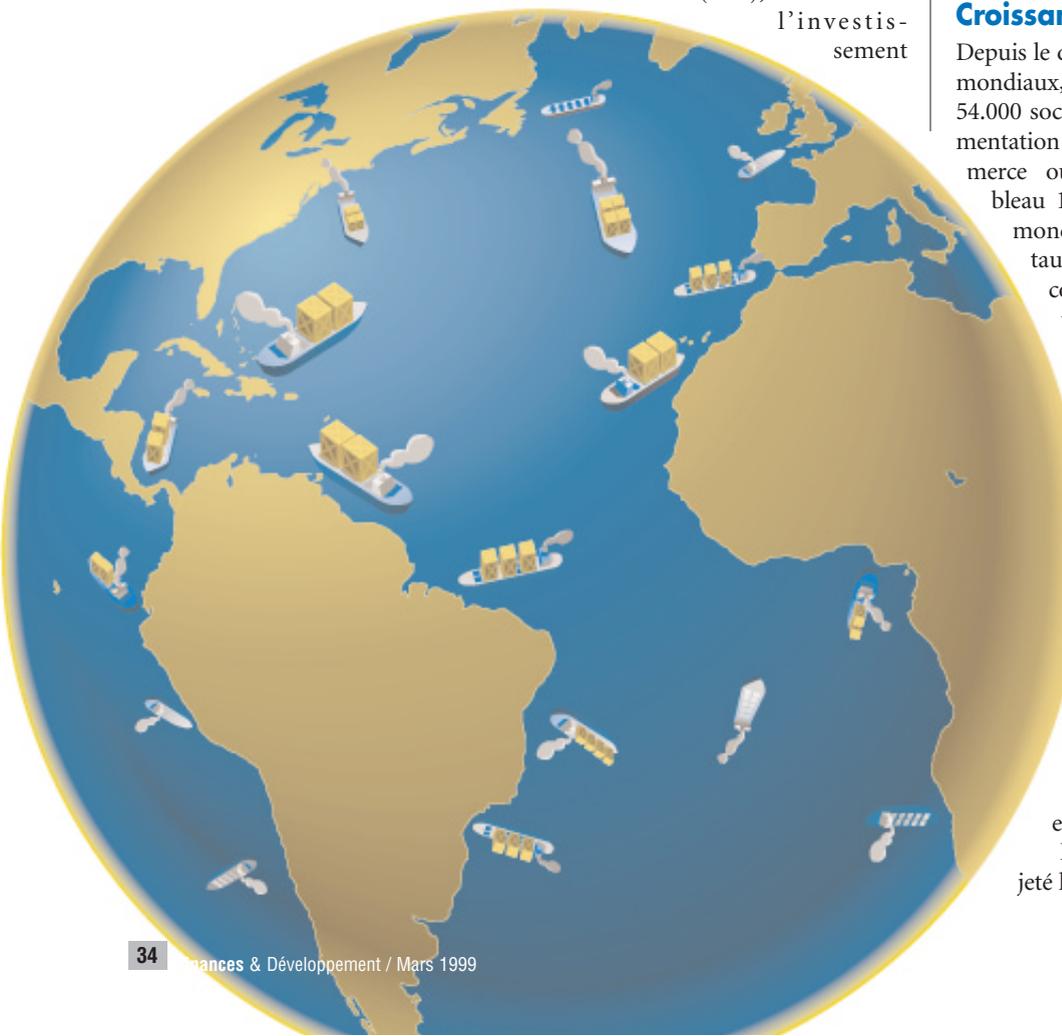


Tableau 1

## Principaux indicateurs de l'investissement direct étranger (IDE) et de la production internationale

	Valeur aux prix courants (milliards de dollars)		Hausse annuelle (pourcentage)			
	1996	1997	1986-90	1991-95	1996	1997
Entrées d'IDE	338	400	23,6	20,1	1,9	18,6
Sorties d'IDE	333	424	27,1	15,1	-0,5	27,1
Stock d'IDE entré	3.065	3.456	18,2	9,7	12,2	12,7
Stock d'IDE sorti	3.115	3.541	21,0	10,3	11,5	13,7
Fusions et acquisitions internationales <sup>1</sup>	163	236	21,0 <sup>2</sup>	30,2	15,5	45,2
Ventes de filiales étrangères	8.851 <sup>3</sup>	9.500 <sup>3</sup>	16,3	13,4	6,0 <sup>3</sup>	7,3 <sup>3</sup>
Produit brut des filiales étrangères	1.950 <sup>3</sup>	2.100 <sup>3</sup>	16,6	6,2	7,7 <sup>3</sup>	7,7 <sup>3</sup>
Total des actifs des filiales étrangères	11.156 <sup>3</sup>	12.606 <sup>3</sup>	18,3	24,4	12,0 <sup>3</sup>	13,0 <sup>3</sup>
<i>Pour mémoire</i>						
PIB au coût des facteurs	28.822	30.551 <sup>4</sup>	12,1	5,5	0,8	6,0 <sup>4</sup>
Formation brute de capital fixe	5.136	5.393 <sup>4</sup>	12,5	2,6	-0,1	5,0 <sup>4</sup>
Redevances et droits reçus	53	61 <sup>4</sup>	21,9	12,4	8,2	15,0 <sup>4</sup>
Exportations de biens et de services, non compris les revenus des facteurs	6.245	6.432 <sup>4</sup>	14,6	8,9	2,9	3,0 <sup>4</sup>

Source : CNUCED, *World Investment Report 1998: Trends and Determinants*, tableau I.1, page 2

Note : Les ventes mondiales, le produit brut et le total des actifs des filiales étrangères ont été estimés par extrapolation des données mondiales sur les filiales étrangères des sociétés transnationales d'Allemagne, des États-Unis, de France, d'Italie et du Japon pour les ventes mondiales, des données des États-Unis pour le produit brut et de celles de l'Allemagne et des États-Unis pour les actifs, sur la base des parts de ces pays dans le stock mondial d'IDE entré. Ce tableau n'inclut pas la valeur des opérations mondiales des filiales étrangères liées aux sociétés mères autrement que par les titres de participation et les ventes de ces dernières.

<sup>1</sup> Seulement avec prise de participation majoritaire.

<sup>2</sup> 1987-90 seulement.

<sup>3</sup> Projections portant sur les chiffres de 1995.

<sup>4</sup> Estimations.

de la production internationale des sociétés transnationales, dont les investissements, estimés actuellement à 3,4 billions de dollars, sont répartis entre 449.000 filiales étrangères environ dans le monde. L'augmentation des ventes de ces filiales étrangères a été plus rapide que celle du commerce extérieur (exportations mondiales), atteignant un montant estimé à 9,5 milliards de dollars.

Le volume des flux d'IDE s'est accru, mais les pays sources comme les pays cibles se sont aussi diversifiés. La part des pays en développement dans les entrées totales de capitaux d'IDE est passée de 26 % en 1980 à 37 % en 1997, et leur part des sorties totales de 3 % en 1980 à 14 % en 1997. Les firmes des pays industrialisés demeurent la principale source d'IDE, mais l'investissement direct en provenance des pays en développement a plus que doublé depuis le milieu des années 80. Le groupe des pays industrialisés attire également la plus grande part de ces investissements, mais leur part s'amenuise à mesure que l'attrait des pays en développement grandit.

Parmi les pays en développement, cependant, les apports d'IDE sont inégalement répartis. En 1997, par exemple, les PVD d'Asie en ont reçu 22 %, ceux d'Amérique latine et des Caraïbes, 14 %, et l'Afrique, 1 %. En valeurs relatives le tableau est différent : le ratio entrées d'IDE/formation brute de capital fixe était en 1996 de 7 % en Afrique, contre 13 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et 7 % pour l'Asie en développement. En d'autres termes, les entrées de capitaux exercent une incidence relativement plus grande sur les pays d'Afrique que leurs montants absolus ne le laissent penser.

### Conséquences pour les pays en développement

L'IDE est devenu une source importante de financement extérieur privé pour les pays en développement. À la différence des autres grands types de flux de capitaux privés extérieurs, il est motivé principalement par la perspective des profits à long terme que les investisseurs espèrent réaliser dans des activités de production qu'ils gèrent directement. Les prêts bancaires étrangers et les investissements de portefeuille, au contraire, ne servent pas à financer des activités gérées par les banques ou les investisseurs, souvent à la recherche de profits à court terme, qui sont sensibles à une variété de facteurs (taux d'intérêt, par exemple), et enclins à un comportement grégaire. Le comportement des flux de prêts bancaires et d'investissements de portefeuille, d'une part, et des flux d'IDE, d'autre part, à destination des pays d'Asie touchés par la tourmente financière de 1997 fait ressortir cette différence : cette année-là, les flux d'IDE vers les cinq pays les plus affectés sont restés positifs et n'ont que légèrement baissé pour l'ensemble du groupe, alors que les flux de prêts bancaires et d'investissements de portefeuille chutaient abruptement, voire devenaient négatifs.

L'IDE représente un investissement dans des installations de production, et il est bien plus crucial encore pour les pays en développement. Non seulement il augmente les capitaux disponibles et la formation de capital, mais, surtout, il sert de conduit au transfert des technologies de production, des compétences, des capacités d'innovation et des pratiques d'organisation et de gestion, et offre aux installations locales l'accès à des réseaux internationaux de commercialisation. Les entreprises qui font partie de systèmes transnationaux



Tableau 2

## Déterminants du pays hôte pour l'investissement direct étranger (IDE)

### Déterminants du pays hôte

#### Cadre général d'accueil de l'IDE

Stabilité économique, politique et sociale  
Règles concernant l'entrée et l'activité  
Normes applicables au traitement des filiales étrangères  
Régimes de fonctionnement et structure des marchés (en particulier régimes de la concurrence et des fusions et acquisitions)  
Accords internationaux sur l'IDE  
Politique des privatisations  
Régime de commerce (barrières tarifaires et non tarifaires), cohérence des régimes de l'IDE et du commerce  
Régime fiscal

#### Déterminants économiques

##### Climat des affaires

Incidations à l'investissement (notamment campagnes d'image et activités génératrices d'investissements, et services facilitant l'investissement)  
Aides à l'investissement  
Coûts d'activité (liés à la corruption et à l'inefficacité administrative)  
Équipements collectifs (par exemple écoles bilingues, qualité de la vie)  
Services après-investissement

### Types d'IDE classés par motifs des firmes

#### Recherche de marchés

### Principaux déterminants économiques des pays hôtes

Taille du marché et revenu par habitant  
Croissance du marché  
Accès aux marchés régionaux et mondiaux  
Préférences des consommateurs locaux  
Structure des marchés

#### Recherche de ressources/actifs

Matières premières  
Main-d'oeuvre non qualifiée à bon marché  
Main-d'oeuvre qualifiée  
Actifs technologiques, innovants, et autres actifs créés (par ex. marques commerciales), y compris ceux incarnés par des individus, firmes et agglomérations d'activités  
Infrastructure physique (ports, routes, énergie, télécommunications)

#### Recherche de gains d'efficacité

Coût des ressources et des actifs énumérés ci-dessus, ajusté de la productivité de la main-d'oeuvre  
Autres coûts d'intrants, tels que les coûts de transport et de communication avec le pays d'accueil et à l'intérieur de celui-ci, et d'autres biens intermédiaires  
Participation à un accord d'intégration régional propice à l'établissement de réseaux régionaux d'activités

Source : CNUCED, *World Investment Report 1998: Trends and Determinants*, tableau IV.1, page 91

(sociétés mères et filiales), ou qui leur sont directement liées par des accords autres que de participation, sont les premières bénéficiaires, mais ces actifs peuvent également être transférés à des firmes du marché intérieur et à toute l'économie des pays hôtes si l'environnement s'y prête. Plus les liens d'approvisionnement et de distribution entre filiales étrangères et firmes nationales sont denses, et plus ces dernières savent tirer parti des retombées (c'est-à-dire des effets indirects) de la présence et de la concurrence des firmes étrangères, plus les attributs de l'IDE qui améliorent la productivité et la compétitivité tendront à se répandre. À cet égard, et d'abord pour inciter les entreprises transnationales à localiser leurs activités dans un pays donné, les politiques suivies sont déterminantes.

### Tendances actuelles dans les PVD

Étant donné le rôle que l'IDE peut jouer pour accélérer la croissance et la transformation économiques, les pays en développement cherchent à l'attirer et s'emploient pour ce faire à améliorer les principaux aspects qui influencent les choix d'implantation des investisseurs directs étrangers (tableau 2).

**Cadre de politique économique.** Les pays en développement ont entrepris, depuis une décennie environ, de libéraliser leurs politiques nationales afin de créer un cadre réglementaire accueillant pour l'IDE en assouplissant le régime applicable à l'entrée sur le marché et aux participations étrangères, et en améliorant le traitement accordé aux firmes étrangères ainsi que le fonctionnement des marchés. Ces

mesures «fondamentales» sont essentielles, car, s'il est interdit ou fortement entravé, l'IDE ne se produit pas, tout simplement. Toutefois, les changements de politique ont un effet asymétrique sur l'implantation de l'IDE : ceux qui visent une plus grande ouverture permettent aux entreprises de s'établir en un endroit donné, mais ne garantissent pas leur venue. En revanche, ceux qui tendent à réduire l'ouverture (nationalisations ou fermeture du marché, par exemple) réduisent à coup sûr l'IDE.

Le cadre général de l'IDE n'est qu'un des déterminants de l'implantation de l'investissement parmi les pays hôtes. Il faut aussi tenir compte d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les choix d'implantation des investisseurs, notamment la cohérence des règles fondamentales régissant l'IDE avec la politique commerciale. On a en outre vu se négocier un nombre croissant de traités bilatéraux sur l'investissement et la double imposition. Fin 1997, 1.513 traités bilatéraux sur l'investissement et 1.794 sur la double imposition étaient en vigueur; 153 des premiers et 108 des seconds ont été conclus rien qu'en 1997. Les deux types de traité traduisent l'influence croissante de l'investissement direct dans l'économie mondiale et le désir des pays de le faciliter.

Tout aussi important, les conditions d'accueil de l'IDE tendant à s'uniformiser, les pays qui cherchent à encourager les entrées d'investissements s'attachent à améliorer le climat des affaires, au moyen de mesures en faveur de l'investissement, d'aides à l'investissement, de services après-investissement, d'améliorations des infrastructures et d'efforts pour réduire les coûts d'activité dus aux «tracasseries».

Ces mesures, si elles n'ont rien de nouveau, prolifèrent et deviennent plus sophistiquées, ciblant les investisseurs individuels et l'investissement dans des branches spécifiques. Les services après-investissement ont ceci de remarquable qu'ils encouragent le réinvestissement chez les investisseurs existants, qui, satisfaits, font la publicité du pays hôte, suscitant de nouveaux investissements. Les encouragements financiers ou budgétaires sont également utilisés, bien qu'ils ne figurent d'ordinaire dans les décisions d'implantation des investisseurs que lorsque les déterminants économiques sont déjà en place.

**Déterminants économiques.** Les déterminants les plus importants pour l'implantation de l'IDE sont les considérations économiques, qui jouent à plein dès qu'un cadre propice à l'IDE est en place. On peut les répartir en trois groupes (tableau 2) : celles qui ont trait aux ressources ou actifs disponibles sur place; celles qui sont liées à la taille des marchés de biens et de services; et celles liées aux avantages de coût de production. Bien que nombre des facteurs qui attirent l'investissement vers une destination donnée — l'abondance de ressources naturelles, la grande taille des marchés du pays hôte, ou une main-d'oeuvre adaptable et bon marché — conservent leur attrait, leur importance relative change à mesure que les entreprises transnationales, face à une économie mondiale en cours de libéralisation et de mondialisation, adoptent de nouvelles stratégies pour améliorer leur compétitivité.

La libéralisation du commerce et des flux d'IDE et de technologies, conjuguée à la déréglementation et à la privatisation, n'a pas seulement amélioré l'accès des firmes aux marchés de biens et de services ainsi qu'aux facteurs de production non mobiles, elle a aussi accru les pressions concurrentielles sur des marchés auparavant protégés, forçant les entreprises à rechercher de nouveaux débouchés, de nouvelles ressources et de nouveaux actifs à l'étranger. Dans le même temps, grâce aux progrès technologiques, les sociétés peuvent mieux coordonner des réseaux internationaux de production. De plus en plus, les entreprises développent des portefeuilles d'actifs localisés — ressources humaines, infrastructures, accès au marché — destinés à compléter leurs propres points forts pour renforcer leur compétitivité globale. Si les motivations traditionnelles de l'IDE (recherche de marchés, de ressources et de gains d'efficacité) n'ont pas disparu, les sociétés les intègrent à présent dans leurs stratégies globales de recherche de compétitivité. Celles-ci sont passées des classiques stratégies de production quasi indépendantes dans des filiales étrangères à des stratégies d'intégration simples reposant sur un petit nombre de liens étroits au niveau de la production, à des stratégies d'inté-



M<sup>me</sup> Padma Mallampally était encore récemment spécialiste des sociétés transnationales à la CNUCED, Genève.



M. Karl P. Sauvant est le Chef du Service de l'investissement international, des sociétés transnationales et des flux technologiques, Division de l'investissement, de la technologie et du développement des entreprises à la CNUCED, Genève.

gration complexes impliquant la division des processus de production en activités ou fonctions spécifiques, chacune d'elles étant attribuée au site le plus efficace du point de vue de l'entreprise-réseau.

Les entreprises transnationales qui cherchent à investir ne se contentent pas d'un cadre d'accueil ultraperfectionné et de mesures de réduction des coûts d'activité, elles recherchent aussi la combinaison de coûts réduits, de vastes marchés et d'actifs « créés » qui pourra les aider à maintenir leur avantage compétitif. Les actifs créés comprennent l'infrastructure des communications, les réseaux de commercialisation, la technologie disponible et les capacités d'innovation, et ils sont cruciaux, dans un monde en mutation rapide, pour maintenir la compétitivité des entreprises. L'importance croissante de ces actifs est sans doute l'évolution la plus significative survenue parmi les déterminants économiques de l'IDE dans l'économie planétaire en cours de libéralisation et de mondialisation. Dans la nouvelle configuration, les économies « agglomérées » résultant de l'agglutination des activités économiques, les infrastructures physiques, l'accès aux marchés régionaux et la disponibilité à un prix compétitif des ressources et installations nécessaires reçoivent une attention accrue.

L'enjeu pour les pays en développement est de développer un ensemble bien équilibré, et de préférence unique, de facteurs déterminants pour l'implantation de l'IDE, et de les assortir aux stratégies des entreprises. Les politiques qui visent à renforcer les systèmes nationaux d'innovation et à encourager la diffusion de la technologie sont capitales à cet égard, car elles étayent la capacité à créer des actifs.

## Conclusion

Tous les États, comprenant que l'IDE peut contribuer au développement économique, cherchent à l'attirer. Le marché mondial de ce type d'investissement est de fait extrêmement concurrentiel, et les pays en développement, en particulier, le recherchent pour accélérer leurs efforts de développement. Les régimes écono-

miques libéraux devenant courants et perdant un peu de leur attrait traditionnel pour l'IDE, les États accordent davantage d'attention aux mesures susceptibles de le faciliter activement. Les déterminants économiques n'en demeurent pas moins cruciaux. À l'avenir, il importera sans doute davantage pour un pays ou une région de pouvoir offrir un ensemble unique d'avantages d'implantation aux investisseurs, et en particulier d'actifs créés. **F&D**

*Le présent article s'inspire largement du World Investment Report 1998: Trends and Determinants de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (New York et Genève, Nations Unies).*